

Augmenter la réalité, étudier les possibles

Manuel Cervera-Marzal

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2022/4 (VOL. 72), PAGES 634 À 637

ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724637472

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2022-4-page-634.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

VARIA

LECTURES CRITIQUES

Actualiser la logique des discours sur l'actualité¹

Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, dont *Enrichissement. Une critique de la marchandise* avait été accueilli avec beaucoup d'attention en 2017 (Gallimard), publient cinq ans plus tard un travail qui manifeste la mobilité de leurs centres d'intérêt. Il s'agit cette fois de penser l'actualité, et spécifiquement la manière dont des possibilités de discussion en ligne ouvertes par Internet sont sollicitées, constituent un lieu d'expression et d'émergence d'une opinion. En prenant le risque d'un raccourci, une part du projet peut se lire comme l'actualisation du texte classique coproduit par L. Boltanski, « La dénonciation² ». Quelles sont les conditions dans lesquelles – ici à l'ère numérique – peut émerger une parole critique, en prêtant une attention particulière à l'actualité comme son détonateur, au-delà en situant l'analyse dans une attention aux dimensions temporelles du social ?

L'ouvrage s'organise en deux parties. La première questionne ce qu'est « Être plongé dans l'actualité ». Elle vient rappeler un point que Gabriel Tarde avait souligné jadis : l'actualité est « l'une des principales médiations par lesquelles les personnes se relient les unes aux autres, en leur fournissant des repères qui favorisent la coordination, en suscitant à la fois des processus

d'identification et de différenciation par le truchement de la conversation, mais aussi par des actions qui engagent physiquement, quand elles s'associent ou se querellent » (p. 29). Le chapitre initial examine le rôle des sentiments moraux dans la perception de cette actualité. Il offre une réflexion sur le rapport entre actualité et temporalité, proposant la notion de « plans d'actualité » pour désigner les séquences mouvantes où se (re)structurent et se (ré)organisent des thèmes et enjeux ; la mobilité étant aussi le fait de différences de temporalité entre médias, ces configurations de thèmes et de hiérarchisations se tuilent entre elles plus qu'elles ne répondent à une succession chronologique claire. Ce même chapitre évoque aussi les argumentaires de la critique de l'actualité telle que les médias la construisent : inauthenticité, superficialité, absence de suivi des dossiers. L'analyse se déporte dans le chapitre suivant sur la question de l'événement et vient baliser une série de questions familières aux analystes des médias : qui définit les informations pertinentes et les faits dignes d'être constitués en problèmes publics ? qu'est-ce qui régit leur mise en récit ? comment joue la classification des nouvelles (qu'est ce qui est « politique », p. 85) ? De façon plus rapide, cette première partie se conclut sur un chapitre consacré à la manière dont l'actualité politique est partie prenante de la formation des générations. Si elle constitue un cadrage problématique ferme et clair du travail, cette partie a sans doute pour limite, du moins pour des chercheurs investis sur ces questions, d'apporter plus de rappels et de verrouillages définitionnels que d'innovations.

La seconde et plus longue partie du volume intitulée « Politisation » est celle où se développe le travail le plus stimulant, sur un matériau original composé de près de 120 000 commentaires

1. À propos de l'ouvrage de Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au xxi^e siècle*, Paris, Gallimard, 2022 (NRF Essais), 342 p., lexique, bibliographie, index.

2. Luc Boltanski, avec Yann Darré, Marie-Ange Schiltz, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, 1984, p. 3-40.

laissés par les internautes sur le site Internet du *Monde* à l'automne 2019 et de 8 300 autres sur les chaînes YouTube de vidéos d'actualités passées « INA Société » et « INA Politique », mises en ligne en janvier 2021. Écrire « laissés par » est d'ailleurs une formulation incomplète puisqu'un point fort de l'analyse et de la discussion est précisément d'avoir intégré à l'enquête le processus de modération en ayant accès aux messages refoulés (ils représentent 17 % de ceux reçus au *Monde* et 29 % à l'INA) et en ayant cherché à saisir le principe des filtrages dans une enquête auprès de l'entreprise en charge de cette police du Net. C'est donc dans ces chapitres que se déploie le cœur des analyses qui cherchent à comprendre comment l'actualité nourrit des discussions et des prises de parole qui elles-mêmes participent de dynamiques de politisation. L'ouvrage explore donc ce qui va disqualifier la publication d'un message, ce qui au contraire rentre dans une rhétorique de l'échange jugé convenable. Il ne s'agit d'ailleurs pas que de saisir ce qui serait un langage du bon débatteur mais de considérer aussi des logiques d'énonciation. Les intervenants parlent-ils à visage découvert ou sous pseudonyme ? jouent-ils et elles du « je », du « nous », du « on » ? Au fil des chapitres, ce sont aussi les thèmes qui polarisent la discussion qui sont explorés, les modalités de leur politisation et l'opposition entre des thèmes sur lesquels peuvent en quelque sorte jouer par décalque des matrices de politisation classiques (exemple : gauche-droite) et ceux, en nombre croissant, sur lesquels ces modèles embrayent mal.

Un des aspects les plus intéressants du livre est précisément de mettre en évidence une déprise des topiques de la dénonciation théorisées voici 40 ans. La force dénonciatrice et l'engagement qui l'accompagne déclinent, tout comme la prétention à parler au nom d'un collectif, d'un « nous ». Le constat ne veut pas dire évaporation des postures critiques, mais celles-ci expriment désormais plus (voir p. 163-169), sous une forme ironique, en empruntant à la rhétorique pamphlétaire, une sagesse individuelle amère, parfois attristée, celle « du "penseur solitaire" qui n'a reçu mandat de personne et qui ne prend appui sur aucune autorité, si ce n'est sur son expérience pour rendre publique une "méditation personnelle" » (p. 165).

L'analyse vaut d'être reliée aux évolutions repérées en 1999 dans un texte important de Dominique Cardon et de Jean-Philippe Heurtin¹. Ceux-ci montraient déjà comment la disqualification et la transmission enrayée de ce qu'on pourrait appeler une vulgate marxiste (parler de classes, d'exploitation, de révolution et d'un autre ordre politique socialiste ou communiste) privaient la parole critique d'une ressource stratégique. Ce qu'avait aussi relevé, dans tout un autre contexte, Adam Michnik dans la Pologne des années soviétiques : comment dire une « réalité terrible » quand les mots qui ont servi, des décennies durant, à la dénoncer sont devenus propriété et langage des dominants ? Une des possibles leçons de ce vaste corpus de messages est que, si des problématiques et des enjeux (sur l'environnement, l'altérité que porte l'islam, les rapports de genre) sont désormais fortement enracinés, on ne saurait dire que soit consolidé un langage critique qui sache articuler une continuité de la contestation des rapports de domination économique aux dimensions nouvelles de débat et de propositions qu'exigent la crise environnementale et climatique, les changements des rapports de genre, la fin de la centralité de l'Occident et de ses cultures et religions. L'enquête montre en effet combien les questions liées à l'économie sont largement absentes, que la taxinomie des mots pour dire les classes sociales semble se polariser sur le caoutchouteux concept de « bobo ». Constitués en problèmes publics, l'islam, les droits des LGBT ou l'écologie occupent une place beaucoup plus centrale. Là où le régime d'impuissance critique s'exprimait voici un quart de siècle en accusations vagues et sans prise contre un « système » qu'on ne savait plus caractériser, en sentiment de culpabilité pour en être bon gré mal gré le complice, une lecture possible de certaines observations de L. Boltanski et A. Esquerre serait qu'il a aujourd'hui glissé vers un nuancier où jouent résignation cynique, postures amères de Cassandre, mais tout autant une grande confusion – dont Philippe Corcuff² s'est fait un autre explorateur. Elle est liée au brouillage des repères de politisation les plus canoniques que le texte illustre tant sur le binôme droite-gauche que sur la manière dont le mot islamophobie est à la fois repoussoir ou acceptable à gauche. On peut, sans sembler incohérent, suggérer que le Rassemblement national pourrait

1. Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin, « La critique en régime d'impuissance », dans Bastien François, Erik Neveu (dir.), *Espaces publics mosaïques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 85-120.

2. Philippe Corcuff, *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021.

avoir raison sur l'immigration et les écologistes sur les questions environnementales. A. Esquerre et L. Boltanski sollicitent ici la catégorie arendtienne de la « désolation » comme situation politique d'impuissance sur le maintenant, faute d'une vision du demain et de la capacité à mobiliser un passé qui serait porteur de leçons et d'espoirs clairs. Les auteurs ouvrent d'ailleurs une réflexion stimulante (chapitre 7) sur la place du « on », et la manière dont elle mange l'usage du « nous » constitue un « nous » flou, un collectif qui est moins puissance d'agir que de ruminer, de déplorer.

L'acuité des développements du livre se lit encore dans la manière de se confronter à cette forme sociologique du jeu de colin-maillard qu'est l'analyse des locuteurs. Comment parler, classer des locuteurs dont l'intervention en ligne ne s'accompagne en général pas d'une carte de visite, moins encore d'un curriculum vitae ? Une stimulante hypothèse émerge ainsi (p. 181-185) qui oppose intervenants usant de leur nom (ou d'un nom) et ceux qui affichent un pseudonyme. Les premiers pourraient intervenir pour entretenir un capital d'autorité et de visibilité lié à leur nom, par désir de maintenir un pouvoir d'agir en des séquences biographiques critiques, et intervenir assidûment au nom d'une sagesse ou d'une expérience peut alors participer d'un rattrapage. Mais assumer son nom porte alors aussi une forme de contrainte de cohérence quand, par exemple, on signe également des pétitions, ce qui rend improbables ou disqualifiantes des prises de position qui seraient tenues pour incohérentes eu égard aux engagements publics. Quant aux intervenants à pseudonyme, dont les commentaires sont deux fois plus souvent censurés, s'ils peuvent être plus de « droite », ils utiliseraient ce masque non d'abord pour échapper à la censure éditoriale, mais pour se protéger des réprobations sociales en assumant justement une part d'incohérence, de véhémence aussi dans leurs prises de position sans qu'elles soient liées à leur identité sociale publique. On mentionnera aussi cette observation d'une justesse fulgurante qui relève que ceux qui ont eu ou ont cru avoir un certain statut social peuvent être atteints d'un prurit d'interventions en ligne corrélatif d'une « diminution de la puissance d'agir » qui est celle de la retraite, de la sortie des jeux de séduction avec l'âge (p. 171).

Si elle contient pépites et suggestions de recherche du plus grand intérêt, cette recherche peut au moins autant inspirer une relative déception. La première vient de ce qui peut apparaître

comme l'écart entre un matériau énorme et sa restitution. Et l'objection ne désigne probablement pas ici d'abord une défaillance des auteurs, mais la difficulté structurelle à ne pas décevoir le lecteur pour qui descend dans une telle mine de data. Le livre s'emploie bien à en rendre compte par une combinatoire de dispositifs dont la richesse ne peut être contestée : extraits sous forme de morceaux choisis de commentaires et d'interventions, nuages de mots illustrant des thèmes, des plans d'actualité, quantification d'usages de termes, portraits de contributeurs assidus, éléments statistiques, listes de pseudonymes. Peut-être la mission était-elle impossible, mais en dépit d'un souci évident de restituer le terrain, l'ouvrage peut créer une double frustration. Le degré de quantification qu'il propose à partir d'un matériau énorme est – dans ce qui en est restitué du moins – assez condensé et concentré sur un nombre limité de variables et d'indicateurs. Même si les portraits d'intervenants sont très précieux tout comme les documents des fins de chapitre, la restitution plus qualitative est aussi frustrante. On aurait aimé lire plus encore les interventions et chamailleries entre intervenants.

Une objection plus directe et plus forte tient aux multiples lacunes dans les appuis scientifiques de cette recherche. Les sciences sociales ont succombé à une telle fragmentation, avec la multiplication des « *studies* » et sous-spécialités, que prétendre tout en suivre, *a fortiori* tout en mobiliser, est devenu impossible. Mais, sans succomber à la cuistrerie du « Vous n'avez pas lu X », on doit poser la question de ce que cette recherche laisse de côté ou mobilise de façon elliptique compte tenu de son objet. Les auteurs prennent bien soin de préciser que leur démarche ne saurait être confondue avec un travail de sociologie du journalisme ou une analyse des professionnels des médias et de leur travail, mais qu'elle se focalise davantage sur des contenus, et plus encore sur leurs appropriations sous forme de mise en discussion. Cette construction d'objet est indiscutablement féconde. Peut-elle pour autant aller à son optimum par un usage extrêmement allusif de pans entiers de la littérature sur le journalisme et l'espace public qui ont un rapport direct à la question de l'actualité, de la fameuse « valeur d'information » qui fait qu'un événement, un fait social, devient (ou non) une actualité ou un problème public ? Si elle est inégalement passionnante, l'énorme littérature sur la construction des agendas médiatiques, de leur adéquation ou

distance aux agendas du public, pouvait-elle aussi rester très en arrière-plan ? Un des effets de l'hyper-spécialisation sous-disciplinaire aura été ces dernières années la floraison de revues (*New Media and Society*, *Social Science Computer Review*, *Digital Journalism*, *Social Media + Society...*) dont la lecture suffirait à occuper à plein temps. Cette littérature quelque peu incontinent n'est pas toujours exaltante, en particulier parce qu'elle s'enlise souvent dans de micro-études de cas dont la précision quantitative est souvent supérieure à la culture sociologique et à l'imagination interprétative de ses producteurs. Reste que ces travaux apportent aussi tout un stock de connaissances sur la dynamique des débats en ligne autour de questions qui ne sont pas étrangères au livre évoqué ici : effets de formulations clivantes, propension (ou non) des internautes à chercher les opinions les plus proches des leurs, rapport des journalistes aux auteurs de commentaires. Peut-on encore avouer qu'il devient un peu lassant de voir au pôle des sociologies pragmatiques l'immense corpus des travaux sur les problèmes publics compacté sur l'apport de Daniel Cefaï ? Celui-ci est remarquable. Peut-être n'est-il pas exhaustif. *Last but not least*, puisque la question de la politisation est au cœur de cette recherche, comment justifier la non-mobilisation d'une série de recherches de sociologues du politique qui ont, dans les années récentes, questionné et cartographié le désenchantement du politique. Pour être concret, on mentionnera Colin Hay¹, Alfio Mastropaolo² ou encore Colin Crouch³. Ils explorent les ressorts d'une palette de rapports déçus, blasés ou ironiques à la politique, aussi et d'abord dans des milieux bien dotés en capitaux – comme les lecteurs du *Monde* – et dialoguer avec leurs apports aurait servi les desseins de ce livre. Il n'est certainement pas raisonnable d'attendre que tous ces travaux aient été sollicités, d'autant qu'on prend en compte la grande richesse de ceux qui sont déjà mobilisés. Mais raisonner à côté de et sans tous ceux-là est un choix scientifique appauvrissant qui condamne parfois à des conclusions qui, pour être plus d'une fois pertinentes, ne sont pas toujours très novatrices.

Rien de cela n'estompera l'excitation intellectuelle qu'avait suscitée chez beaucoup de lecteurs la précédente collaboration de ces deux auteurs dans *Enrichissements*, ni ne fera oublier l'éminente contribution de Luc Boltanski à la sociologie française et internationale depuis 40 ans. Mais il est difficile d'aller au-delà d'un jugement en demi-teinte. Les pages et ouvertures stimulantes de ce travail n'en occultent ni les lacunes, ni les connexions manquantes. Nous n'avons pas encore là le « grand livre sur la formation de l'opinion publique en démocratie » qu'annonce sa quatrième de couverture.

Erik Neveu -

Université de Rennes, Arènes

Augmenter la réalité, étudier les possibles⁴

En 2014, le politiste Laurent Jeanpierre et le sociologue Christian Laval lançaient une nouvelle collection – « L'horizon des possibles » – hébergée par les éditions La Découverte. Trois préoccupations étaient à l'origine de ce projet éditorial. D'abord, arrimer la théorie critique à des enquêtes empiriques, afin d'aller au-delà des essais engagés qui se multiplient depuis une vingtaine d'années. Ensuite, surmonter le cloisonnement des disciplines, des objets et des courants de pensée, qui fait obstacle à une compréhension globale des enjeux du présent. Enfin, ériger le possible en objet de recherche sociologique, apprendre à voir la réalité du point de vue de ce qui la déborde, parce que la dénonciation de la domination ne suffit plus à mobiliser les personnes concernées. Huit années plus tard, le même L. Jeanpierre publie, avec la philosophe Haud Guéguen, un ouvrage ambitieux et érudit : *La perspective des possibles*. Le titre de ce livre fait écho à celui de la collection dans laquelle il s'inscrit. Le sous-titre, quant à lui, explicite l'interrogation directrice : *Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*. Le livre se situe au carrefour des pensées critiques, des

1. Colin Hay, *Why we Hate Politics*, Londres, Polity, 2007.

2. Alfio Mastropaolo, *Is Democracy a Lost Cause ?*, trad. de l'italien par Clare Tame, Colchester, ECPR Press, 2012.

3. Colin Crouch, *Post-Democracy*, Londres, Polity, 2004.

4. À propos de l'ouvrage de Haud Guéguen, Laurent Jeanpierre, *La perspective du possible. Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, Paris, La Découverte (L'horizon des possibles), 2022, 328 p., index.

sciences sociales et de la philosophie. Il vient couvrir les 17 livres précédemment publiés dans la même collection. S'il fallait à tout prix le rattacher à un genre spécifique, on pourrait parler de « théorie sociologique ». *La perspective du possible* s'inscrit dans le sillage d'ouvrages tels que *Essais sur la théorie de la science* (Max Weber, Plon, 1965 [1922]), *L'imagination sociologique* (Charles Wright Mills, Oxford University Press, 2000 [1959]) et *De la critique* (Luc Boltanski, Gallimard, 2009). Il n'est pas à exclure que, comme ses prédécesseurs, ce livre fasse date.

Dans un admirable effort d'anamnèse, H. Guéguen et L. Jeanpierre proposent un bilan critique des recherches passées et un programme pour les recherches futures. Leur ambition est d'introduire en sciences sociales de nouveaux thèmes et terrains, qui ont déjà été en partie labourés par la sociologie et les disciplines voisines (anthropologie, philosophie, histoire, économie, etc.), mais qui méritent, selon les deux auteurs, une plus grande attention : utopies (et dystopies) littéraires, architecturales et artistiques ; expérimentations politiques, socialismes utopiques, actions préfiguratives et sociétés alternatives ; crises économiques, guerres, guerres civiles, pandémies, révoltes, révolutions ; millénarisme, chiliarisme, messianisme ; rêves, divagations, imaginaires et représentations de l'avenir ; aspirations individuelles (amoureuses, amicales, professionnelles, scolaires, politiques) et mécanisme de formation des anticipations subjectives ; innovations techniques et scientifiques ; utopies postcapitalistes (communs, micro-crédit, amaps, fablabs, monnaies locales), démocratiques (tirage au sort, jurys citoyens, budgets participatifs, etc.) et environnementales (éco-villages, cohabitats, zones à défendre, villes en transition) ; effets sociaux, politiques et affectifs de la catastrophe écologique annoncée.

L'enjeu n'est pas seulement de se focaliser sur ces objets. Encore faut-il les construire et les interroger de la bonne manière. C'est-à-dire, aux yeux de H. Guéguen et L. Jeanpierre, en évitant le double écueil de l'objectivisme (le fait de sous-estimer le possible, d'envisager le monde social comme figé, de rabattre l'avenir sur le passé) et

du subjectivisme (le fait de surestimer le possible, d'oublier que tout changement a des limites, de négliger le problème de la transition entre la réalité présente et le futur souhaité). Les nouveaux objets vont de pair avec une nouvelle perspective, qui assume son caractère situé¹. La tâche que se fixent les deux auteurs est de fonder un « nouveau sens du possible » à même de secouer la pesanteur du réel. Particulièrement soucieux de l'effectivité pratique de leur réflexion théorique, H. Guéguen et L. Jeanpierre interviennent au moment opportun : celui d'une double crise épistémique et politique.

Le lexique de la crise ayant fait florès, il faut préciser ce qu'entendent par là les auteurs. Par « crise politique », ils pointent, assez classiquement, la faiblesse actuelle des forces sociales et politiques de gauche, à l'échelle nationale et internationale². Le fatalisme l'ayant emporté (le fameux « TINA » [« *There is no alternative* »] thatcherien), il convient de rouvrir les possibles. Et, plutôt que d'élaborer des chimères sorties de notre imaginaire, H. Guéguen et L. Jeanpierre invitent les sciences sociales à cartographier les possibilités immanentes et les alternatives existantes. C'est en faisant connaître ces alternatives, en les documentant et en examinant leurs conditions de viabilité qu'on pourra les aider à se démultiplier.

Par « crise épistémique », les auteurs désignent un phénomène plus complexe. H. Guéguen et L. Jeanpierre ne souscrivent pas aux analyses de ceux qui déplorent l'avènement d'une ère de la « post-vérité » ou des « faits alternatifs ». Au contraire, écrivent-ils, « le pouvoir social des sciences n'a sans doute jamais été aussi fort qu'il ne l'est aujourd'hui » (p. 295). Mais toutes les disciplines ne jouissent pas de la même crédibilité. Les sciences dites naturelles sont plus légitimes que les sciences sociales et, parmi ces dernières, les approches critiques sont plus vulnérables que celles qui se positionnent en auxiliaires du pouvoir économique et/ou politique. Les sciences sociales critiques sont en effet accusées, jusqu'au sommet de l'État, de véhiculer une « culture de l'excuse », de faire le lit de l'échec scolaire, d'être complices de l'islamisme. Certains collègues partent même en croisade contre le « danger » que le

1. Sandra Harding, « Rethinking Standpoint Epistemology : What is Strong Objectivity ? », *The Centennial Review*, 36 (3), 1992, p. 437-470.

2. Un constat de faiblesse qu'on peut cependant interroger, comme s'y emploient deux ouvrages récents : Rémi Lefebvre, *Faut-il désespérer de la gauche ?*, Paris, Textuel, 2022 ; et Shlomo Sand, *Une brève histoire mondiale de la gauche*, trad. de l'hébreu par Michel Bilis, Paris, La Découverte, 2022.

« militantisme » ferait peser sur la sociologie. C'est contre cette humeur scientifique qu'écrivent H. Guéguen et L. Jeanpierre.

Cette crise – où le savant et le politique sont étroitement entremêlés – constitue la raison d'être du voyage auquel H. Guéguen et L. Jeanpierre invitent leur lecteur. Ce voyage dure plus d'un siècle. Il débute avec Karl Marx et Max Weber (auxquels sont consacrés les premiers chapitres). Il a pour point d'arrivée (qui n'est pas un point d'aboutissement mais une invitation à poursuivre) Luc Boltanski et Erik Olin Wright. Et l'on croise, au cours du trajet, des figures (essentiellement masculines) telles que Georg Lukács, Ernst Bloch, Max Horkheimer, Theodor Adorno, Karl Mannheim, Charles Wright Mills, Charles Tilly, Pierre Bourdieu, Albert O. Hirschmann ou encore Immanuel Wallerstein. Ces noms sont connus. Leurs travaux sont canoniques dans leurs domaines respectifs. Pourquoi, alors, H. Guéguen et L. Jeanpierre prétendent-ils exhumer une tradition « en grande partie oubliée » (p. 283), un « réseau souterrain de travaux, de livres, de chercheurs » (p. 283) ? Pourquoi soutiennent-ils que la perspective du possible « renoue » avec « une filiation enfouie » (p. 18), avec une « tradition latente » (p. 140) ? Il existe plus marginal que P. Bourdieu, plus oublié que K. Marx, plus méconnu que M. Weber.

Cette exhumation prend sens du fait que les deux auteurs nous invitent à une lecture de K. Marx, de P. Bourdieu, de M. Weber (et des autres auteurs mentionnés au paragraphe précédent) qui est éloignée des exégèses habituelles. Ils s'emploient en fait à relire les classiques avec un regard différent. Partons d'un principe : les meilleurs disciples sont souvent les hérétiques. H. Guéguen et L. Jeanpierre n'exhument pas l'œuvre de Pierre Bourdieu (une telle affirmation serait absurde) ; ils exhument des textes bourdieusiens méconnus, oubliés, peu commentés au regard du reste de son œuvre. De même avec K. Marx, de même avec M. Weber. Et lorsque les deux auteurs se lancent dans la lecture de classiques (*Histoire et conscience de classe* de Georg Lukács, *Idéologie et utopie* de Karl Mannheim, etc.), ils en livrent une interprétation hautement singulière. H. Guéguen et L. Jeanpierre font produire aux géants sur lesquels ils s'appuient une

perspective latente, ignorée, qui n'est ni imitation ni distorsion mais révélation, innovation. On ne peut revenir ici sur le détail de leurs exégèses. Disons seulement – car c'est l'essentiel – qu'en exhumant des textes délaissés et en proposant des lectures innovantes, H. Guéguen et L. Jeanpierre font subir aux sciences sociales une révolution copernicienne.

Avec eux, l'enquête sociologique ne porte plus sur les « pouvoirs des dominants » mais sur les « possibles des dominés » (p. 297). Le regard du chercheur n'est pas seulement déplacé. Il est renversé. Il ne concerne plus les bonnes raisons qu'a la réalité d'être telle qu'elle est mais les manières dont elle se transforme en s'ouvrant à des possibilités inattendues. Entendons-nous bien : H. Guéguen et L. Jeanpierre ne se contentent pas de déplacer le regard sociologique de la stabilité au changement, des élites aux subalternes. Cela n'aurait rien de bien novateur. L'originalité de leur démarche tient au fait d'explorer les voies du changement à partir de la multi-dimensionnalité du présent. H. Guéguen et L. Jeanpierre nous convient à la découverte d'un nouveau continent du pensable, qui s'énonce sous le nom du possible. Ce dernier, on l'aura compris, sert à la fois de terreau à une promesse politique d'émancipation et de levier à une nouvelle science de la société.

Mais ce territoire fait l'objet d'une lutte d'appropriation. Le possible est un concept disputé¹. Il voit s'opposer – pour le dire de manière outrageusement schématique – les sentinelles de l'émancipation et les défenseurs de l'ordre établi. Ces derniers sont rusés. Leur discours est plus subtil que le « *there is no alternative* » évoqué précédemment. Ils célèbrent désormais le « potentiel » qui réside en chaque individu. Mais la célébration vire rapidement à l'injonction : à chacun d'explorer et d'exploiter ses potentialités, sous peine d'être exclu du marché du travail et du marché matrimonial. S'il existe une perspective du possible, résolument adossée à une quête de liberté, il existe donc aussi, frontalement opposée à cette perspective, une gouvernementalité des possibles, avec ses coaches en développement personnel et ses marchands de bien-être. Ils prétendent que tout est possible, que l'infini est à portée de main, qu'il suffit de vouloir pour

1. Walter Bryce Gallie, « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society*, 56, 1955-1956, p. 167-198.

pouvoir. Ces discours sont connus. Ils vantent une liberté factice, qui masque la nécessité la plus crue. Attention, donc : l'objectif d'une théorie critique émancipatrice renouvelée à l'aune du possible n'est pas d'abolir l'impossible, il est d'en repousser les limites. Bien compris, le sens du possible est un sens du réel. L'impulsion utopique et l'enquête scientifique avancent de concert.

Les auteurs vont-ils au bout de leur démarche ? Un credo pluraliste sous-tend l'ensemble du propos. Ils affirment que leur programme de recherche n'a pas vocation à se substituer à ceux déjà en vigueur, mais à les compléter (pluralisme vis-à-vis de l'extérieur). Ils ajoutent que « la perspective du possible n'est pas solidaire d'une seule ontologie sociale, ni d'une seule théorie de la connaissance, d'une méthodologie ou d'un type de compte-rendu » (p. 168, pluralisme interne). Enfin, les auteurs insistent sur le fait qu'ils se contentent d'ouvrir une voie ; libre à d'autres de creuser le sillon et de mettre en œuvre, à leur manière, les protocoles d'enquête qui demeurent ici à l'état d'esquisse. L'invitation sera suivie ; on l'espère. Mais on se demande si, en raison de ce credo pluraliste, le paradigme possibiliste ne manque pas de consistance. Le refus légitime de la totalisation castratrice ne conduit-il pas à un excès de libéralisme épistémologique ? *La perspective du possible* gagnerait par moments à se montrer plus polémique, au sens qu'Hannah Arendt a donné à ce terme¹ et à la façon dont Michael Burawoy a polémique avec P. Bourdieu². Le livre de H. Guéguen et L. Jeanpierre se situe sciemment à cheval entre la politique et la science politique. Mais, dans son mode d'énonciation, il est plus proche des convenances universitaires que de la rugosité des affrontements politiques.

Il en va d'ailleurs du rapport au lecteur. Dès l'introduction, les auteurs placent cette préoccupation sur le devant de la scène : comment établir une relation « plus adéquate » entre ceux qui écrivent et ceux qui lisent, entre la connaissance et les pratiques transformatrices (p. 20) ? Ils y reviennent en conclusion : comment « maximiser les chances de réceptivité de la part des premiers concernés et des autres destinataires imaginés de

la critique » (p. 300) ? En guise de réponse, H. Guéguen et L. Jeanpierre invoquent une « *écriture du possible* en sciences sociales » (p. 300), à même de « rapprocher l'émetteur et le récepteur de la critique » (p. 301). La proposition est séduisante. Elle ne vise pas à abolir la scène sur laquelle se produit le théoricien-sociologue mais à confier à celui-ci un rôle qui ne contredise pas, par sa forme même, les aspirations égalitaires dont il se fait le cartographe. Comment pourrait se concrétiser une telle écriture du possible ? Les dispositifs restent à inventer, ou plutôt à découvrir dans l'envers du réel.

Manuel Cervera-Marzal -

FNRS, Université de Liège, Pragmapolis

Qu'est-ce qu'une violence politique dans une société moderne³ ?

La parution de *Violences politiques en France* sanctionne l'aboutissement d'un long et important travail collectif dans le cadre du projet « Violences et radicalités militantes en France des années 1980 à nos jours » (Vioramil), financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), ainsi que les enquêtes au long cours conduites individuellement par les 13 auteurs et autrices qui ont participé à la confection de ce volume. L'ouvrage vient répondre au manque criant de données stabilisées concernant l'ampleur des violences politiques commises en France durant les 40 dernières années. Le livre dissèque pas moins de 5 983 épisodes de violences, 9 199 occurrences au total, impliquant 323 groupes aux contours différents, en rapportant ces violences aussi bien à la nature des groupes qui les commettent qu'aux moyens de leur exercice, à leurs cibles, à leur temporalité, à leur localisation ou encore à leur gravité. Il s'agit donc d'un travail fort détaillé, intelligemment exploité et qui, bien qu'il soit inévitablement confronté à des difficultés de collecte des données, parvient à dresser un panorama très informé de la situation contemporaine des violences politiques en France.

1. En embarquant dans sa philosophie politique le *polemos* d'Héraclite. Voir Héraclite, *Les fragments*, édité et traduit par Marcel Conche, Paris, PUF, 1986, p. 129 ; et Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, édition établie par Ursula Ludz, trad. de l'allemand par Sylvie Courtine-Denamy, Paris, Seuil, 1995, p. 141.

2. Michael Burawoy, *Conversations avec Bourdieu*, Paris, Amsterdam, 2019.

3. À propos de l'ouvrage d'Isabelle Sommier, François Audigier, Xavier Crettiez (dir.), *Violences politiques en France. De 1986 à nos jours*, Paris, Presses de Sciences Po (Académique), 2021, 416 p., bibliographie, glossaire.

Pour autant, la tâche d'objectivation des phénomènes de violence politique ne résume pas l'ambition du livre, qui affirme dès les premières pages se tenir à l'écart de tout « fétichisme des chiffres » (p. 8) ; les auteurs souscrivent à la nécessité d'adopter une démarche apparentée à celle de la sociologie de la connaissance par laquelle l'attention sociologique porte aussi sur les représentations collectives de la violence. C'est ainsi que l'introduction précise la définition des « violences politiques » retenue, empruntée à Harold L. Nieburg. Dans cette perspective, est qualifiée de violence politique tout acte « de désorganisation, destruction, blessures tels que leur objet, le choix de leurs cibles ou de leurs victimes, leur mise en œuvre ou leurs effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier la conduite des protagonistes dans une situation de négociation qui a des conséquences pour le système social » (p. 12). Cette définition conséquentialiste a le mérite d'éviter une appréhension substantialiste des formes de violence au profit d'une attention aux processus de politisation qui les affectent. Ainsi, pour qu'un acte soit labellisé en tant que violence politique, il faut qu'il soit reconnu comme tel par un ensemble d'acteurs au-delà des seuls perpétrateurs des violences et de leurs destinataires. Il en ressort que les phénomènes de violence ne sauraient être compris en dehors de leurs interprétations dont il faut rendre compte pour apporter une contribution significative à la compréhension des mécanismes de la violence politique dans les sociétés modernes, c'est-à-dire des sociétés marquées par une forte division sociale du travail.

Le tri catégoriel que les auteurs opèrent dans la première partie de l'ouvrage donne à voir une image très affinée des violences politiques, parce qu'attentive aux formes de différenciation qui les caractérisent. Autrement dit, tout acte violent n'équivaut pas à un autre. Ainsi peut-on constater que le type d'atteinte diffère fortement selon le type de groupe qui exerce de la violence. Prenons quelques exemples : alors que les violences idéologiques représentent un quart de l'ensemble des épisodes recensés, et que, pour moitié, elles se caractérisent par des dégradations, elles monopolisent par ailleurs 62,7 % de l'ensemble des agressions relevées sur la période et 60,3 % des affrontements. Et, au sein de cette catégorie, la violence d'extrême droite se distingue par la nature de ses cibles (largement culturelle) et parce qu'elle condense une part considérable des

agressions. À l'inverse, les violences politiques relevant de groupes d'extrême gauche concernent avant tout des atteintes aux biens et des dégradations, avec une forte tendance à s'en prendre aux équipements publics. Les violences commises par les séparatistes (deuxième famille), qui sont les plus nombreuses (2 843 épisodes), évoluent d'une politique d'interpellation violente du pouvoir politique dans les années 1980-1990 vers un accroissement de la violence criminelle lors de ces dernières années. Les violences religieuses, quant à elles, sont de natures diverses selon l'origine culturelle des groupes impliqués, les groupes radicaux catholiques ou juifs se caractérisant par l'exercice de « violences de réaction » (p. 93 sq.) à l'intensité limitée, tandis que les groupes islamistes et djihadistes pratiquent des violences de terrorisation (p. 99 sq.) qui constituent la majeure part des 418 homicides relevés par l'équipe de recherche sur l'ensemble de la période. Quant aux violences issues du monde professionnel, elles tendent à décliner et se cantonnent à certains modus operandi bien précis, leur étude signalant une incontestable pacification du conflit entre patronat et syndicats. Enfin, la violence des « sociétaux », quantitativement faible, est souvent associée à des stratégies plus générales de scandalousation et semble receler un potentiel non négligeable d'intensification.

La richesse empirique de l'analyse des violences se poursuit dans les deux parties suivantes : l'une est consacrée aux cibles et objectifs des violences, l'autre à leurs espaces, à leurs temporalités et à leurs matérialités. Il est difficile ici de restituer l'ensemble des éléments de compréhension des violences politiques que ces parties recèlent : contentons-nous d'en énumérer quelques dimensions. On y apprend notamment que 87 % des épisodes de violence politique recensés n'impliquent aucune atteinte aux personnes et que, lorsque c'est le cas, ces violences diffèrent selon le groupe qui les commet : chez les séparatistes (majoritairement les indépendantistes corses), la violence est « interniste », c'est-à-dire destinée à modifier les rapports de pouvoir à l'intérieur du groupe séparatiste ; elle est obsidionale pour les idéologiques dès lors qu'elle « ressort le plus souvent d'interactions mal contrôlées » et qu'elle engage des « logiques de maîtrise du territoire et de construction identitaire du groupe » (p. 197) ; et elle est « terrorisante », voire à visée d'« annihilation », chez les djihadistes, raison pour laquelle elle est nettement plus meurtrière que les

autres. On y découvre aussi que les éruptions de violence selon les groupes qui l'exercent sont rarement concordantes et qu'il y a une répartition chronologique inégale de la violence politique, les auteurs distinguant au moins quatre phases : 1989-1990, 1994-1995, 2004-2006 et 2014-2017. Cette temporalisation de la survenue des violences politiques permet en outre de relativiser le diagnostic d'une explosion desdites violences depuis 2014. Dernier point que l'on relèvera ici : neuf faits de violence sur dix consistent en des « bris », c'est-à-dire des atteintes aux biens, quelle qu'en soit la nature.

Ces éléments empiriques offrent la possibilité de proposer un diagnostic conceptuel de la place qu'occupent les violences politiques dans la France contemporaine. Ainsi l'ouvrage se place dès ses premières lignes sous les auspices de Norbert Elias – il s'agit du premier auteur mentionné, et ce dès la première note de bas de page – et, bien qu'il soit finalement peu mobilisé au-delà de l'introduction, il est possible, dans le cadre de cette note, de croiser les outils forgés par le sociologue allemand et les résultats de l'enquête collective sur les violences politiques. Chez N. Elias, l'évolution historique des sociétés est scandée par un mouvement conjoint d'accroissement progressif de l'intégration et de la différenciation sociales. Il en résulte que l'évolution des formes d'exercice de la violence est à comprendre depuis cette transformation de long terme, ce qui signifie que celles-ci doivent être mises en rapport avec les processus d'intégration sociale, et ce qui y résiste, et avec les modalités d'accentuation de la différenciation sociale. Or, c'est bel et bien ce que permet d'opérer le livre. D'une part, les violences politiques sont effectivement comprises en relation avec les processus d'intégration sociale qui travaillent la société française de ces quarante dernières années, qu'elles constituent des témoins paradoxaux de la progression de l'intégration ou qu'elles apparaissent en réaction à cette progression, à l'instar des violences djihadistes. D'autre part, un effort est régulièrement produit dans le livre pour comprendre les violences au regard des normes internes des groupes sociaux dont la multiplicité est signe d'une différenciation sociale très poussée. Cela permet aux auteurs de sortir d'une position morale vis-à-vis de la violence au profit d'un traitement plus sociologique, comme le montrent aussi bien le cas de l'étude de la violence séparatiste que celui des violences idéologiques.

Cette évolution historique, que N. Elias a tardivement nommée « démocratisation fonctionnelle », a des effets majeurs, dits psychogénétiques, sur le plan des structures de la personnalité. Dans cette perspective, le livre montre qu'à rebours du catastrophisme d'un certain nombre de Cassandre l'évolution des violences politiques en France depuis 1986 pointe vers une « quiétude relative de nos sociétés » (p. 8) qui va de pair avec une exaspération collective croissante vis-à-vis desdits phénomènes de violence. Si les transformations de ce seuil collectif de tolérance à la violence ne sont pas à proprement parler étudiées par les auteurs, quelques pistes sont néanmoins explorées, au-delà de la quantification des faits de violence politique. C'est par exemple le cas de l'analyse des processus de légitimation de la violence, qui fait apparaître que ceux-ci peinent de plus en plus nettement à concerner des actions contre les personnes et qu'ils s'accompagnent souvent, pour les autres faits, de mécanismes d'euphémisation et/ou de victimisation.

Cela ne signifie pour autant pas que le livre minimise la persistance de violences d'une gravité extrême, au premier rang desquelles figurent les attentats commis par les islamistes. Il propose, en revanche, pour ne pas confondre dans une seule et même catégorie des faits d'une diversité maximale, d'être attentif à l'écart qui se manifeste entre ce que les auteurs nomment « radicalisation cognitive » et « radicalisation comportementale », la confusion de l'une et de l'autre faisant courir, affirment-ils, « le risque évident de porter l'opprobre sur tel ou tel choix idéologique ou tel style de vie » (p. 11). Dès lors, il ne s'agit pas de nier l'existence de radicalisations comportementales : l'ouvrage les identifie, sans les mettre sur le même plan : les violences djihadistes, les agressions d'extrême droite, les violences sociétales dont le potentiel à venir semble important et la violence d'État telle qu'elle est saisie dans un chapitre conclusif qui a pour fonction de symétriser *a minima* l'interrogation sur la violence mais dont l'apport empirique reste limité, l'enquête collective ayant considéré à ses débuts que la question, en particulier, des violences policières était hors du cadre du projet.

Ici pointe une intention critique (outre celle qui se manifeste dans l'opposition au diagnostic d'une société politique toujours plus violente). Celle-ci est nourrie par un principe de nature politique qui vise à rappeler que, dans une démocratie,

il importe de ne pas confondre les idées et les actions, et donc de ne pas tenir pour équivalentes la radicalisation cognitive et la radicalisation comportementale. Dans cette perspective, le livre rejoint un espace critique qui conteste un certain nombre d'évolutions politiques et juridiques qui tendent à faire des pensées ou des intentions des supports suffisants de condamnation pénale. En cela, et si l'on veut rester fidèle à la tradition de sociologie de la connaissance que les auteurs revendiquent, l'ouvrage peut lui-même être situé dans l'évolution historique que les savoirs académiques entretiennent avec les violences politiques. Ainsi, le volume ne déploie pas de relativisation de la violence ou ne cherche pas à valoriser les violences politiques par rapport aux violences tout court ; tout au plus, rappelle-t-il implicitement que toutes les atteintes ne se valent pas, qu'une dégradation n'équivaut par exemple pas à une agression, et dessine ce faisant une échelle aisément partageable de la gravité des atteintes. Surtout, il exprime, sur le plan académique, l'écart qui travaille la conscience collective, pour emprunter l'expression à Émile Durkheim, entre violence et violence politique, et qui ne se laisse pas réduire à un partage des violences en fonction des intentions de ceux qui l'exercent ou de natures qui seraient fondamentalement divergentes. C'est en ceci que le livre est lui-même une expression de l'évolution historique des rapports aux violences politiques des sociétés modernes. Le rappel de l'existence d'un écart entre radicalisation cognitive et radicalisation comportementale en est alors une manifestation particulière, en ceci qu'il engage une nécessaire interrogation sur les processus de politisation en cours dans les sociétés contemporaines.

De ce point de vue, l'ouvrage ouvre une série de questionnements qui devront intéresser des travaux à venir : comment prendre au sérieux, malgré tout, ce qui rend possible le passage de la radicalisation cognitive à la radicalisation comportementale ? Car s'il est juste de distinguer phénoménologiquement les deux, et s'il est tout aussi juste de considérer que la première ne mène pas mécaniquement à la deuxième, il n'en reste pas moins que nombre de précédents historiques indiquent que la radicalisation cognitive peut engendrer, sous certaines conditions, une radicalisation comportementale. On rejoindrait alors un autre plan du programme de N. Elias, qu'il a

esquissé particulièrement clairement dans *Les Allemands. Luttes de pouvoir et développement de l'habitus aux XIX^e et XX^e siècles* (Seuil, 2017) : dans certains contextes sociaux et nationaux, il arrive que la radicalisation cognitive, en tant que réactions sur le plan des idées à la progression de la démocratisation fonctionnelle, se mue en radicalisation comportementale. Que les sociétés contemporaines progressent effectivement vers une réduction de la violence en leur sein n'empêche absolument pas que des éruptions spectaculaires de violence se drapant volontiers de justifications politiques surviennent, et ce dans le droit fil de processus de radicalisation sur le plan des idéaux. Les violences djihadistes récentes en sont des exemples manifestes, mais certainement pas les seuls.

Un tel programme permettrait alors de reprendre avec un autre regard ce que les violences dont il est question dans l'ouvrage ont de politiques, au-delà de la définition conséquentialiste retenue en introduction, dont on a dit l'intérêt dénaturisant, mais qui parfois peine à saisir pleinement ce qui relève exactement du syntagme « violences politiques ». Cette définition est d'ailleurs parfois mise à mal au gré des pages, par exemple lorsque les auteurs manifestent le souci de prendre en considération l'intentionnalité du geste homicide pour distinguer assassinats et morts violentes ou, comme en témoigne la première phrase de la conclusion, quand sont évoquées non plus des violences politiques en raison de leurs conséquences mais des « violences militantes ». C'est que le passage de la radicalisation cognitive à la radicalisation comportementale n'emporte pas uniquement un changement dans la gravité des actions (idéelles pour la première, matérielles pour la seconde) ; il engage aussi, en réalité, une politique démocratique au sujet de la violence qui dessine ce qui, du point de vue des « états forts de la conscience collective », est tolérable et ce qui ne l'est pas dans les sociétés modernes. Lancer un programme de recherche qui viserait à repolitiser l'objet « violences politiques », en se penchant sur les manières dont la radicalisation cognitive ou, pour le dire autrement, la régression intellectuelle vers l'idéologie débouche sur de nouvelles formes de violences, n'est pas le moindre des mérites de ce livre.

Cédric Moreau de Bellaing -
ENS, LIER-FYT

— L'observation participante appliquée
à la guérilla maoïste en Inde :
un modèle du genre¹

Le livre d'Alpa Shah, qui sort en français, quatre ans après l'édition anglaise, augmentée d'une préface de l'éditrice, Naïké Desquesnes, d'une autre de l'autrice et d'une remarquable annexe en forme d'essai bibliographique sur le maoïsme en Inde, ne ressemble à aucun autre. A. Shah, anthropologue à la London School of Economics (LSE) qui travaille depuis des décennies parmi les aborigènes du Jharkhand, un des États les moins urbanisés de l'Inde, y rend compte d'une semaine de marches nocturnes en compagnie d'une troupe de maoïstes, des guérilleros clandestins dont elle a gagné la confiance.

Ces maoïstes indiens sont appelés « naxalites » (ou « naxalites » en français), du nom de Naxalbari, la bourgade du Bengale-Occidental où est né le mouvement en 1967. Porté par des cadres du Parti communiste indien (marxiste), ce mouvement a d'abord recruté ses soutiens parmi les étudiants de Calcutta et d'ailleurs, et donc dans une élite de haute caste. La répression qui s'est abattue sur cette jeunesse – et qui s'est notamment traduite par la mort en prison de son leader, Charu Majumdar – a conduit les plus déterminés à se replier sur des États comme le Jharkhand et le Chhattisgarh, à l'abri d'une jungle impenétrable².

C'est dans cette jungle que nous emmène A. Shah. Venue en bus interviewer un vétéran du mouvement à l'occasion d'une réunion au sommet des cadres de la région au fin fond d'un véritable no man's land où elle est conduite pratiquement les yeux bandés, elle repart avec un petit groupe d'hommes qui rentrent, à pied, en direction du village, situé à 250 km, où elle est basée pour une enquête de terrain au long cours sur les aborigènes (les « *Adivasis* » en hindi) du Jharkhand. Pour échapper aux patrouilles des militaires indiens, le groupe est contraint de ne marcher que la nuit pendant une semaine. A. Shah nous conte, avec un luxe de détails tel qu'on se prend à marcher avec elle, ces sept

épisodes nocturnes où l'obscurité crée une atmosphère propice à la confiance. De fait, ce livre est bien plus qu'un travelogue !

On y découvre d'abord des êtres humains en chair et en os qui n'ont rien de terroristes – contrairement à la dénomination dont les affuble l'État indien. Au-delà, A. Shah nous permet de saisir la diversité des profils militants – contrairement, cette fois, à la doxa répandue par le parti qui voudrait nous faire croire que tous ceux qui portent son uniforme sont, précisément, identiques. Ces découvertes sont facilitées par les portraits que brosse l'autrice.

Gyanji incarne l'intellectuel et l'apparatchik de haute caste, éduqué, d'origine urbaine, qui a renoncé à la brillante carrière qui lui tendait les bras en ville et même à toute vie de famille (bien qu'il soit marié et ait un fils) par idéal, pour mener la révolution. Il symbolise jusqu'à la caricature la vieille garde des naxalites pétris d'idéologie, de discipline et même de morale – voire de moralisme – que désespère l'évolution de la société indienne, tant il lui paraît maintenant évident que la révolution n'aura pas lieu de son vivant.

Mais les portraits les plus forts sont ceux des aborigènes qui marchent aux côtés de Gyanji. Kohli représente ici la jeunesse du cru qui a rarement rejoint la guérilla par affinités idéologiques – même si l'ampleur des injustices sociales la révolte – mais qui s'est retrouvée dans la jungle à la suite d'une crise d'adolescence, pour être libre, pour vivre une passion amoureuse ; et qui, d'ailleurs, est parfois inconstante au point de rentrer au village de loin en loin, comme le feraient des travailleurs saisonniers – ou jadis les Talibans. Somwari, elle, campe la figure de la femme militante, très bien représentée dans les rangs des maoïstes indiens mais – on le voit grâce à ce portrait – encore victime de logiques patriarcales, même si l'attrait de la guérilla auprès des jeunes filles vient en partie de la liberté qu'elle leur donne. Vikas, enfin, le chef de file de ce cortège, en dépit des galons qu'il a gagnés au fil des années, est – pour reprendre le qualificatif de Gyanji – un « Frankenstein », un monstre qui est retombé

1. À propos de l'ouvrage d'Alpa Shah, *Le livre de la jungle insurgée. Plongée dans la guérilla naxalite en Inde*, trad. de l'anglais par Celia Izoard, Montreuil-sous-Bois, Éditions de la dernière lettre, 2022, 336 p., annexes, glossaire.

2. Pour une présentation succincte des naxalites indiens en langue française, voir Christophe Jaffrelot, *Inde, l'envers de la puissance. Inégalités et révoltes*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

dans les travers de la société indienne, de la consommation ostentatoire à la pornographie.

Ces portraits sont autant de points d'entrée vivants dans toute une série de problématiques reflétant les contradictions et les défis du mouvement maoïste en Inde.

Faire la révolution sans rompre avec la culture dominante ?

L'apport majeur du livre d'A. Shah, tout en nuances, tient à la façon dont elle nous montre, par petites touches, combien Gyanji – comme tous les leaders du mouvement qui partagent son profil sociologique – reste à cheval sur deux univers mentaux.

D'un côté, ces cadres communistes militent sincèrement pour l'avènement d'une société nouvelle dont A. Shah nous donne à voir certains traits. Les maoïstes, dans les « zones libérées », ont mis en place une véritable contre-société, voire un « État parallèle » (p. 75) porté par quelque 10 000 combattants : ils ont redistribué des terres, établi des tribunaux populaires pour faire rendre gorge aux potentats locaux, fondé des cliniques itinérantes, créé des écoles, modernisé les villages en y introduisant des techniques agricoles nouvelles – ils utilisent même l'informatique (p. 186-187). Prashant, un jeune militant de basse caste, lit trois livres à la fois dont un recueil de poèmes de Rabindranath Tagore et un manuel de médecine... A. Shah le souligne : ce « développement » (pour reprendre – paradoxalement – le vocabulaire de la Banque mondiale qui, elle, ne jure que par l'État indien) explique en grande partie l'attrait des maoïstes auprès des Adivasis. Mais elle insiste sur un facteur plus important encore : les marques de respect que les leaders du mouvement leur manifestent, la façon dont ils leur parlent, la reconnaissance de leur dignité (p. 183). Et cela se traduit concrètement par une aide de tous les jours, pour faire valoir leurs droits auprès de l'administration, par exemple (p. 189).

D'un autre côté, alors même que l'égalitarisme des communistes a tant d'affinités avec celui des tribus, les leaders naxalistes ne peuvent s'empêcher de critiquer la culture aborigène. Gyanji, végétarien qui ne consomme jamais

d'alcool comme il sied à un homme de haute caste, désapprouve par exemple le rôle de l'alcool dans la culture tribale où, d'après A. Shah, il forme « un élément central de la sociabilité adivasi » (p. 195). Moderne, Gyanji dit à A. Shah que cela « n'a pas de sens de valoriser et de préserver ce qu'ils sont aujourd'hui. Que cela te plaise ou non, leurs cultures seront inévitablement effacées par le développement » (p. 195). Gyanji rejette une autre institution adivasi, celle du *ghotul* où filles et garçons se retrouvent pour chanter, danser et parfois dormir ensemble. Gyanji s'y oppose car le mouvement désapprouve les relations sexuelles avant le mariage (p. 266) – alors même, comme lui fait remarquer A. Shah, que nombre de jeunes filles ont rejoint le mouvement après être tombée amoureuse d'un militant. Le mouvement s'efforce de réguler ces relations affectives en répartissant les amants dans des escadrons différents et/ou en organisant lui-même les mariages (p. 267).

Les valeurs que les leaders maoïstes mettent en avant ne sont certes pas celles de la caste, mais elles n'en restent pas moins frappées au coin d'une certaine orthodoxie hindoue puisqu'elles prennent leur source dans l'idéal de renoncement, l'autre grand répertoire de l'hindouisme. Gyanji, aux yeux d'A. Shah est avant tout un « ascète » (p. 138), un « martyr vivant » (p. 137) qui a embrassé la voie du « sacrifice » (p. 136), valeur cardinale de l'hindouisme s'il en est ! Cette « culture du sacrifice », et du puritanisme, amène l'autrice, dans sa préface, à voir des affinités entre le naxalisme et le mouvement nationaliste hindou, un rapprochement des plus osés, mais parfaitement convaincant (p. 30).

Prisonniers des schèmes mentaux situés au sommet du système de valeurs hindou, les maoïstes entretiennent un rapport très particulier à la violence. A. Shah dit que, pour eux, « la violence révolutionnaire est une vocation sacrée » (p. 141). De fait, elle est comme transcendée, transfigurée, comme si la violence routinisée dont témoignent les embuscades naxalistes était illégitime – comme dans l'hindouisme. Ce fait n'est pas nouveau, je l'ai analysé dans le discours des révolutionnaires de l'époque coloniale qui remplaçaient systématiquement le mot « violence » par celui de « force » et justifiaient leurs attentats par des références religieuses – à Durga ou à d'autres cultes sanglants¹.

1. Christophe Jaffrelot, « Inde : la révolution introuvable ? Des révolutionnaires en quête de légitimité au pays de Gandhi (1895-1935) », dans Hamit Bozarslan, Gilles Bataillon, Christophe Jaffrelot, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, p. 121-166.

Ici, A. Shah nous montre combien la mentalité des leaders maoïstes est encore imprégnée des catégories mentales de l'hindouisme à travers les valeurs de morale sexuelle, de sacrifice et de refus de la violence.

Cette démonstration souffre toutefois d'une limite qui apparaît vers la fin du livre, lorsqu'A. Shah souligne que « depuis longtemps, les sociétés adivasis ont abrité des figures de sainteté allant à contre-courant des transformations politiques et économiques et, souvent, renonçant à certains aspects de la sociabilité adivasi (comme la consommation d'alcool et de viande) » (p. 229). Or ces « ascètes adivasis » ont été à la tête de véritables « soulèvements » jusqu'à l'époque coloniale. Il y aurait donc des affinités entre le répertoire du renoncement hindou et celui des Adivasis.

De même, une contradiction apparaît dans l'analyse d'A. Shah lorsqu'elle montre que dans certaines circonstances, loin de les considérer comme des égaux, les maoïstes traitent les Adivasis comme « du bétail » (p. 263), lorsqu'il s'agit, par exemple, de célébrer la Journée internationale des droits des femmes – alors que les villageoises ont tant à faire dans les champs ou à la maison... Cela renvoie toutefois à une autre problématique passionnante du livre, à savoir les rapports de pouvoir établis par les maoïstes qui se trouvent ici en contradiction évidente avec leurs idéaux.

Rapports de domination et criminalisation de la guérilla

Le personnage de Vikas nous a déjà mis sur la voie : tous les cadres – en tout cas ceux des échelons intermédiaires – ne sont pas des saints à l'égal de Gyanji. Au contraire, certains ont basculé dans des formes de corruption, voire de criminalisation. Cette évolution tient certes à la nécessité, pour s'armer, de prendre d'assaut (ou en otage) des postes de police ou des notables dotés d'un riche arsenal et, pour se financer, de lever un impôt révolutionnaire qui dégénère parfois en racket. Mais certains chefs locaux versent aussi dans l'enrichissement personnel, comme en témoigne le 4 x 4 que s'est offert Vikas – dont le mariage, avec une deuxième épouse a par ailleurs été des plus ostentatoires.

Dans ce cas-là, on observe plusieurs mécanismes de prédation. Le plus fréquent d'entre eux consiste à prélever une dîme sur les grandes

entreprises de la région, notamment celles du secteur minier. Ces firmes multinationales – comme Essar ou Vedanta – sont officiellement la cible privilégiée des maoïstes qui les accusent – à juste titre – de déloger les Adivasis de leurs villages et de les priver des ressources de la forêt pour extraire le charbon, le minerai de fer ou la bauxite. Dès lors qu'elles payent un tribut à la guérilla, elles sont miraculeusement épargnées, tandis que d'autres subissent des attaques allant jusqu'au plastique (p. 213). Gyanji – qui finira par avoir des échanges orageux avec Vikas – n'est pas dupe et confie même à A. Shah : « La seule raison pour laquelle Vikas reste dans la guérilla aujourd'hui, c'est pour se servir. » (p. 210)

L'une des grandes vertus du livre d'A. Shah ressort particulièrement bien ici : elle tient à son extrême lucidité. En dépit de son empathie et de son immersion dans une contre-société qui la fascine, elle exerce sans cesse son esprit critique et en vient même à se demander si les chefaillons de la guérilla ne sont pas en train d'endosser les habits des notables locaux qu'ils ont chassés ou exécutés (p. 223) – un scénario qui rappelle le remplacement des élites pachtounes traditionnelles par les islamistes dans les zones du Pakistan frontalières de l'Afghanistan lors du Jihad contre les Soviétiques. Parfois, ce processus de notabilisation passe par l'entrée dans la compétition électorale – que les maoïstes réprouvent comme un miroir aux alouettes. Un des rares dirigeants du mouvement d'origine dalit (de caste intouchable) n'a-t-il pas cherché à devenir député après son arrestation – au grand dam de Gyanji qui l'a fait exclure (p. 232) ?

Un mouvement à la croisée des chemins

Le mouvement maoïste a connu bien des vicissitudes en plus de 50 ans. Miné pas les divisions et écrasé par la répression, il était en voie de marginalisation avant de renaître de ses cendres au tournant du XXI^e siècle, moment de la création, en 2004, du Parti communiste maoïste qui fédère depuis toutes les factions et fractions régionales (même si certaines tensions demeurent entre gens du Bihar et gens du Jharkhand, par exemple, comme le montre A. Shah).

Cette guérilla n'en est pas moins à la croisée des chemins, non seulement pour les raisons mentionnées plus haut – à commencer par les problèmes de corruption –, mais à cause de l'intensification de la répression depuis les

années 2010, dans le cadre de l'opération *Green Hunt* (« Traque verte ») qui s'est traduite par la multiplication des bases militaires dans la jungle et le goudronnage des pistes où, jusque-là, les maoïstes réussissaient à dissimuler des mines actionnables à distance. Depuis la première édition du livre, Gyanji – qui n'avait pas résisté à la tentation de revoir sa femme – s'est fait arrêter¹ lors de ces retrouvailles et Prashant a été tué dans une embuscade...

Mais A. Shah pointe d'autres défis internes au mouvement maoïste et tout aussi menaçants. Deux thématiques reviennent ici de façon récurrente mais discrète, hélas. Premièrement, des divergences de vues quant au stade de développement auquel se trouverait l'Inde ont donné lieu à des conflits entre écoles de pensée. La grande question est ici de savoir si le pays est encore féodal ou déjà capitaliste et si, dès lors, il faut continuer à investir le monde rural ou, au contraire, faire porter l'effort sur les villes. Ce débat n'a rien de théorique – Gyanji a failli quitter le mouvement lorsque s'est intensifiée ce qui est connue comme la « controverse des deux lignes » (p. 133). Mais A. Shah ne souhaite pas y consacrer trop de temps. Elle note simplement, sur le mode de l'ironie : « Si, en bonne anthropologue, j'avais appris les langues des peuples que j'étudiais [...], [j]e ne maîtrisais pas la langue de ces communistes et il me fallut plusieurs années pour comprendre le vocabulaire de l'économie politique et ce qu'ils appellent les “modes de production” – une terminologie cruciale chez les naxalites, qui semblait cristalliser d'innombrables désaccords et avait débouché sur des scissions et des factions. » (p. 133)

Deuxièmement, la répression ne fait pas seulement peser une menace directe sur le

mouvement maoïste, mais lui nuit indirectement d'une façon fondamentale en l'empêchant de faire autre chose que la guerre. Certes, il a pu établir une contre-société dans quelques isolats des « zones libérées », mais ses cadres passent l'essentiel de leur temps à fuir – d'où leurs marches de nuit incessantes – et à tendre des embuscades pour montrer leur résilience et s'armer. Gyanji confie à A. Shah que « cette répression d'État leur laissait peu d'espace pour travailler avec les gens. Elle ne leur permettait pas de développer leur conscience politique, de faire de l'éducation (*sic*) et de créer des mouvements de masse » (p. 148).

Pour toutes ces raisons, et celles qu'on a citées plus haut, A. Shah considère dans sa préface à l'édition française que « le combat révolutionnaire naxalite était en train de s'effondrer de l'intérieur » (p. 31) lorsqu'elle menait l'enquête.

Le livre d'A. Shah ne traite pas non plus d'une question clé, à savoir la perception de la guérilla par les Adivasis. À la fin de sa préface, elle indique que les naxalites sont « de plus en plus soutenus dans les villages » (p. 79), mais, dans le livre, elle distingue les villages pro-guérilla (où les maoïstes peuvent se ravitailler) des autres, sans plus d'explication. Or elle mentionne en passant le rôle de milices d'autodéfense – comme Salwa Judum dont le nom signifie « Chasse purificatrice » (p. 249) – qui se sont constituées contre les naxalites, plus ou moins spontanément (l'aide de l'État semble en fait avoir été ici décisive, au point que la Cour suprême de l'Inde a rappelé au gouvernement qu'il ne lui appartenait pas de dresser les citoyens indiens les uns contre les autres). Ces interrogations laissent la porte ouverte à une suite – à laquelle A. Shah travaille.

Christophe Jaffrelot –
CNRS, Sciences Po, CERI

1. En prison, les maoïstes subissent des tortures mentales et physiques dont Alpa Shah fait des descriptions insoutenables – pour leur extorquer des informations et dissuader les jeunes Adivasis de rejoindre les rangs de la guérilla.